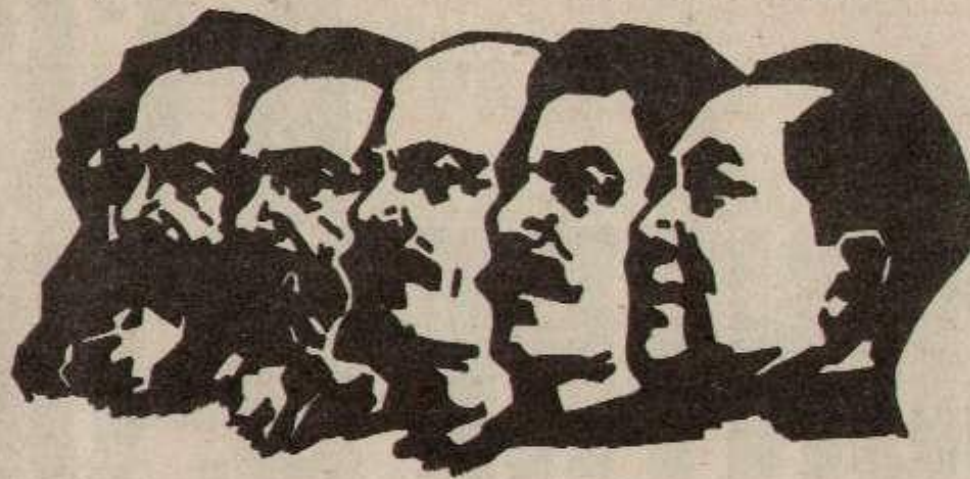


# front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

## journal de combat marxiste léniniste

HEBDOMADAIRE N°95 / 13 DECEMBRE 1973 / PRIX 1F / CCP FRONT ROUGE 31-191-14 LA SOURCE / BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

**PEUGEOT:** 279 travailleurs yougoslaves licenciés

**TEXTILE SYNTHETIQUE:** emploi menacé

**CITROEN:** une semaine chômée



*A l'exemple des travailleurs de LIP, à l'action contre tout licenciement.*

# A L'OFFENSIVE CONTRE LE CHOMAGE!



# A L'OFFENSIVE CONTRE LE CHOMAGE!

**Citroën** : entre Noël et le 1er janvier, tous les travailleurs de Citroën seront au chômage. Ils devront en plus venir travailler pendant une semaine de leurs congés d'été puisque la direction aidée par le syndicat fasciste CFT a décidé de limiter les congés à 3 semaines l'été prochain.

**Peugeot** : 279 travailleurs yougoslaves ne verront pas, à la fin de cette année, leurs contrats de travail renouvelés. Pour eux, cela signifie, avec la circulation Fontanet, l'expulsion de France.

**Textile synthétique** : les patrons font courir le bruit d'une réduction d'emploi rendue nécessaire par la crise du pétrole.

En cette fin d'année 73, les travailleurs doivent ainsi faire face non seulement à la hausse des prix, à la baisse de leur pouvoir d'achat contre lesquels ils ont manifesté le 6, mais aussi à l'accélération du chômage.

Il faut croire que les prévisions de la bourgeoisie sont particulièrement pessimistes pour l'avenir, parce qu'elle a entrepris en direction des travailleurs une vaste campagne pour les préparer à cette accélération du chômage et surtout pour le justifier ; c'était déjà Giscard qui il y a près de 2 mois affirmait aux journalistes :

« Vous parlez toujours de l'inflation, mais dans 6 mois c'est surtout sur le chômage que vous aurez à écrire ». Ce sont les journaux à grand tirage du capital comme France Soir qui expliquent que le chômage ne pourra aller qu'en s'empilant avec la crise du pétrole, qui popularisent à la une la fermeture de Citroën, les menaces dans le textile... Pour la bourgeoisie, c'est clair, s'il y a du chômage en France, s'il se développe considérablement aujourd'hui, c'est à cause... de la crise du pétrole.

Voilà un prétexte bien trouvé pour cacher l'ensemble des méfaits de la gestion capitaliste de notre société,

voilà un prétexte qui cache les vrais responsables de la vie chère et du chômage dans notre pays : les capitalistes et leur chasse aux profits. Parce que quand on y regarde de plus près ni dans l'automobile, ni dans le textile synthétique, les fermetures ou les licenciements qui sont annoncés ne découlent directement de la "pénurie" de pétrole.

Par exemple, pour le textile synthétique, il existe depuis plusieurs années un projet de réduction d'emploi, réalisé par le "centre d'étude sur l'emploi", portant sur 3500 à 5000 licenciements. En révélant en juin dernier que Rhône-Poulenc avait réduit ses activités dans le textile synthétique, M. Baumgartner, PDG, confirma qu'il ne s'agissait pas que d'un vague projet ; aujourd'hui, la crise du pétrole venue, et les difficultés réelles que rencontrent les capitalistes de la fibre synthétique sont le prétexte révé pour faire supporter aux travailleurs ces difficultés, pour licencier et réaliser ce projet.

Même chose pour l'automobile ! Avant même que les Etats Arabes limitent leurs exportations de pétrole, les experts de la bourgeoisie prévoient pour l'automobile la fin de l'expansion actuelle et la nécessité de réduire la production ; ainsi, le journal économique bourgeois "la vie française" sous le titre "ralentissement prévu pour 74" écrivait le 4 octobre :

« Après plusieurs années d'expansion ininterrompue, l'industrie automobile française va connaître vraisemblablement un ralentissement en 1974, les mesures anti-inflationnistes décidées dans la plupart des pays devant freiner la demande. A l'échelon de l'ensemble de la profession, on estime que le marché intérieur plafonnera l'an prochain... ».

En Angleterre, Triumph et Chrysler menacent de chômage 10.000 travailleurs. Ce n'est d'ailleurs pas seulement un phénomène français ou euro-

## CHOMAGE + 17 % en 6 mois

D'APRES L'INSEE

AVRIL	374 000
MAI	374 600
JUIN	379 800
JUILLET	401 400
AOUT	412 600
SEPTEMBRE	427 000

Ces chiffres représentent le nombre de chômeurs recensés à l'ANPE.

Ne sont donc pas compris tous ceux qui ne se font pas enregistrer à l'ANPE parce que cela ne leur donne pas droit aux allocations, c'est à dire les jeunes qui cherchent un premier emploi, les immigrés qui arrivent en France en situation "irrégulière", les femmes qui cherchent du travail après une longue interruption...

Ne sont pas compris non plus tous ceux que la bourgeoisie classe comme "chômeurs marginaux", c'est à dire par exemple les paysans pauvres à la campagne, qui faute de pouvoir vivre sur leur lopin de terre cherchent du travail à la ville, dans l'usine.

C'est dire que le chiffre de 427.000 est très fortement minoré !!!

En six mois, c'est pourtant une hausse de plus de 17 % sur le chômage.

péen, puisqu'aux U.S.A., la production stagne depuis plusieurs années et que dernièrement Général Motors, le plus grand trust de l'automobile, a décidé de licencier massivement. Et ces cal-

culs, les patrons de Citroën, de Peugeot et les autres producteurs automobiles les ont déjà faits, de même qu'ils ont déjà, avant même la crise du pétrole, envisagé les moyens de faire face à cette fin d'expansion. Entre autres, la semaine chômée par les travailleurs de Citroën ne sera pas une semaine perdue pour tout le monde, le trust, pendant cette période, entend réorganiser ses chaînes de montage dans le but d'accélérer encore le travail, et de faire produire au maximum les chaînes des gammes qui se vendent le mieux. Ainsi, la crise de l'automobile, si elle va être accélérée avec la "pénurie du pétrole" avait débuté contrairement à ce que la propagande bourgeoise veut faire croire, bien auparavant ; ce qui détermine la situation actuelle de récession dans l'automobile, c'est la contradiction entre d'une part, la nécessité pour les capitalistes de produire et de vendre le maximum de voitures pour accroître leurs profits, et d'autre part le caractère limité du marché, limité par la consommation des masses que la bourgeoisie entend rogner au maximum, le plan de blocage des salaires de Giscard est là pour le rappeler. Limiter le crédit, c'est aussi limiter la possibilité pour les travailleurs qui en ont besoin, de s'acheter une voiture. La réduction de pétrole en France, et surtout dans les autres pays européens va se répercuter sur les commandes de voitures, particulièrement dans les gammes hautes.

Les travailleurs ne doivent pas se laisser abuser par cette campagne de la bourgeoisie pour mettre sur le dos des pays arabes, le chômage qu'elle organise. Les six mois qui ont suivi les élections, de mai à septembre, ont vu le chômage progresser de 17 %. Bien sûr, la limitation des expéditions de pétrole par les pays arabes contribue à aggraver la crise et les difficultés des sociétés capitalistes françaises. Mais s'il y a du chômage en France, ce n'est pas parce que les pays arabes mettent un frein au pillage de leur pays, c'est parce que les capitalistes organisent la production dans notre pays avec pour seul mobile le profit.

Pour la classe capitaliste, l'intérêt de propager une telle explication de la crise, et du chômage qui sévit, c'est de dresser les travailleurs de France contre les peuples arabes ; c'est de dresser ceux qu'elle exploite et qu'elle opprime les uns contre les autres.

Travailleurs, rejetons cette manœuvre ! Les difficultés accrues de la classe des exploités qui se débat entre l'inflation et la récession, est une bonne chose pour nous. Unissons nos forces, avec les peuples opprimés pour lui porter des coups plus durs encore. Les peuples que pille et opprime l'impérialisme français sont nos alliés, chaque coup qu'ils portent pour protéger leur richesse nationale (comme font les pays arabes avec le pétrole) affaiblit notre adversaire commun. Refusons de payer la crise de l'impérialisme, refusons ces licenciements. Passons à l'offensive révolutionnaire pour creuser le tombeau de l'impérialisme français.

**HALTE AUX LICENCIEMENTS  
HALTE AU CHOMAGE  
OUI, LA REVOLUTION EST  
POSSIBLE**

## LES LUTTES SE MULTI- PLIENT CONTRE LE CHOMAGE

La bourgeoisie mène un grand battage autour des menaces de chômage dans l'automobile afin de mettre sur le compte de la crise du pétrole la crise actuelle. En fait, les licenciements massifs se développent depuis plusieurs mois, sous divers prétextes : mauvaise gestion, restructuration, non rentabilité ; la classe ouvrière a engagé fermement la lutte contre les licenciements, comme les ouvriers de Lip, de Bouly ou de Larousse, ces trois dernières semaines de nouvelles entreprises ont été touchées.

Ainsi tout le personnel de l'entreprise Rambeau en Bretagne est licencié. A Nevers, la société Européenne de Fonderie ferme ses portes après liquidation des biens.

Les ouvriers des cristalleries de Lemberg dans la région de Metz occupent leur usine qui a cessé de fonctionner le 9 novembre par suite de "nombreuses difficultés" (équipement, activité commerciale).

A Troyes, chez Lebocey, fabrique de métiers à tisser, les 900 ouvriers sont en grève contre le démantèlement de leur entreprise à la suite d'une faillite. Des plans de relance sont proposés par le patronat du matériel textile. La pièce maîtresse de ces plans est le licenciement de plusieurs dizaines d'ouvriers.

Aggravée par la crise du pétrole, la montée du chômage aujourd'hui est une des manifestations de la crise de l'impérialisme.

## solidarité avec les ouvrières de Cerisay licenciées

Vingt et une ouvrières de Cerisay sont licenciées. 5 déléguées sont mises à pied avant licenciement pour «insuffisance de rendement».

Les ouvrières de Cerisay ont mené une lutte de trois mois pour obtenir la réintégration d'une déléguée CFDT. Le patron avait dû reculer et réintégrer Thérèse Albert. Pendant toute leur lutte, les 95 ouvrières de Cerisay avaient fait preuve d'une combativité exemplaire devant la volonté de Coussau, le patron, de ne pas céder et devant la maîtrise qui servait de sbire au patron.

Aujourd'hui, le patron espère que les ouvrières ayant repris le travail ne pourront riposter à ces licenciements répressifs.

Les ouvrières de Cerisay reprendront le drapeau de la lutte : lutte contre la répression patronale est la lutte de l'ensemble de la classe ouvrière ; chaque jour, la bourgeoisie tente de briser la combativité ouvrière en multipliant les lock out, les mises à pied, les licenciements pour imposer le chômage, les bas-salaires.

**PAS UN SEUL LICENCIEMENT  
A CERISAY  
SOUTIEN TOTAL  
AUX OUVRIERES DE CERISAY**



Larousse, Lip... ils montrent l'exemple.

### abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

FRANCE

Pli normal 1 an : 40 F.  
3 mois : 10 F.  
Pour l'étranger écrire au journal qui complètera le tarif  
Pli fermé 1 an : 80 F.  
**abonnement 3 mois : 10F**

### demande de contact

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

envoyez cette demande à :

FRONT ROUGE BP 464/7506 PARIS CEDEX 02

### en vente: les brochures front rouge

- la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord. 1 F.
- l'intérim : organisation et exploitation du chômage. 2 F.

ajouter 0,50 f. par brochure pour le port



Grève  
du  
6 décembre

# DES CENTAINES DE MILLIERS DE TRAVAILLEURS ONT MANIFESTE CONTRE LA VIE CHÈRE

## PARIS

Plusieurs centaines de milliers de manifestants à Paris contre la vie chère, c'était sans aucun doute la manifestation la plus massive depuis 68 ! Cette participation traduit le mécontentement, la colère des travailleurs devant les hausses de plus en plus catastrophiques pour eux, devant le blocage des salaires annoncé par la bourgeoisie.

Comme c'était prévisible, les révisionnistes et les réformistes tentèrent de canaliser cette colère vers le programme commun, en inondant la manifestation de "défis démocratiques", d'Huma-dimanche, en lançant des mots d'ordre : "Contre la vie chère, Unité Populaire ; une seule solution, le Programme commun ; Régime pourri, place à la gauche unie, etc..."

Malgré cet aspect non négligeable, il y avait autre chose dans cette manifestation : de nombreuses sections syndicales, en particulier CFDT, avaient inscrit sur leurs banderoles les vérita-

bles revendications des travailleurs et scandaient de justes mots d'ordre : la CFDT Clignancourt défilait derrière "Salaire Minimum 1500 F", une autre section syndicale scandait vigoureusement, bien qu'il y eût très peu de travailleurs immigrés : "Travailleurs français immigrés, même patron, même combat", ou "Lip tiendra, Lip vivra", ou "Augmentation uniforme des salaires". Plusieurs sections reprennent le mot d'ordre "Une seule solution, la Révolution".

Les travailleurs en lutte sont là : Larousse, les Cimenteries qui réclament 1400 F pour 40 h, BBT, les ouvriers des Câbles de Lyon à Gennevilliers qui viennent d'occuper leur usine, réclament une augmentation uniforme, à travail égal, salaire égal, et crient : "nous irons jusqu'au bout". C'est principalement auprès de ces délégations en contradiction avec les propositions révisionnistes que nous sommes inter-

venus, en diffusant l'appel à organiser l'Opposition Syndicale Révolutionnaire (OSR), qui a été bien reçu, et le journal Front Rouge, qui a été acheté par de nombreux travailleurs intéressés.

Ce qui est significatif dans la bataille de mots d'ordre qui a eu lieu, c'est l'absence de revendications de lutte de la part des révisionnistes. Jamais on n'a crié "1100 ou 1200 F pour 40 h", ou "grille unique"... Mais les revendications réelles de la classe ouvrière : "1500 F pour 40 h !" "Augmentations uniformes !"

Les discussions que nous avons pu avoir avec des travailleurs CGT ou CFDT sur le parcours confirment la justesse des propositions de l'O.S.R. Gageons que c'est de plus en plus sur ces mots d'ordre qu'entrera en lutte la classe ouvrière !

## LYON

La grève générale a été largement suivie dans la région lyonnaise, plus que n'étaient suivies les traditionnelles grèves-souppes des révisionnistes. C'est que cette fois-ci, le mécontentement des travailleurs contre la vie chère est immense. De 60 à 80 % de grévistes chez Berliet selon les ateliers, 70 % aux Câbles de Lyon, 50 % chez Brandt... Certaines entreprises sont déjà en grève pour des augmentations de salaires par exemple les ouvriers de la Ferroviaire qui luttent pour 67 centimes d'augmentation, 50 F de prime de transport et 500 F de prime de fin d'année, ceux de Ferraz qui revendiquent une augmentation de tous les taux d'affutage et la suppression de tous les nouveaux déterminatifs de chaque catégorie (OS1 et OS2).

C'est pour manifester leur mécontentement grandissant contre la vie chère que plusieurs dizaines de milliers de travailleurs défilent à Lyon. Jeudi après-midi, de la mairie à la place Bellecour. Les révisos et les réformistes avaient voulu utiliser ce mécontentement pour en faire une manifestation de soutien à leurs ambitions électorales de gestion du système capitaliste : "être révolutionnaire aujourd'hui, c'est d'abord débloquer la crise de la société capitaliste de notre pays, et, pour cela, appliquer le Programme Commun." dit le tract central de la Fédération du Rhône du P.C.F. qui "appelle à défendre les moyennes et petites entreprises", "ouvriers, salariés, commerçants, même

combat !" affichent certaines banderoles révisionnistes. Pour faire passer cette ligne de trahison, tous les moyens sont bons : c'est, par exemple, transformer la manifestation en groupes par quartiers pour circonscrire au maximum l'influence des révolutionnaires.

Malgré cela, dans certains groupes de quartier, des mots d'ordre justes concernant la lutte pour les salaires sont avancés, et largement repris dans les rangs des délégations CGT et CFDT : "1500 F minimum pour 40 h." "augmentations égales pour tous". Un tract du Comité d'Initiative Local de l'O.S.R. et les très nombreuses affiches de l'OSR qui jalonnent le parcours mettent en évidence ces justes mots d'ordre.

Au sein de la manif, un cortège très militant défile derrière les banderoles de FR : les chants révolutionnaires (Internationale, Jeune Garde) et les mots d'ordre (Travailleurs français immigrés, même combat ; une seule solution la Révolution ; contre la vie chère, augmentation des salaires) couvrent les mots d'ordre révisionnistes (une seule solution, le Programme Commun, contre la vie chère, Unité Populaire). Au moment de la dispersion, un cortège de plus d'un millier de personnes derrière les banderoles de Front Rouge et du PSU parcourt la place Bellecour en montrant aux autres manifestants la seule voie contre la vie chère, la lutte dans les usines pour des augmentations de salaire.

## CAEN

Plus de 5000 manifestants à Caen contre le vie chère.

Les mots d'ordre les plus repris étaient :

- HALTE A LA VIE CHÈRE - AUGMENTEZ NOS SALAIRES !  
- OUI AU BLOCAGE DES PRIX - NON AU BLOCAGE DES SALAIRES !

Dans le cortège, des travailleurs des PTT, de la SNCF en grand nombre. Les ouvriers des grandes usines étaient regroupés sous leurs propres banderoles SMN, (Sté Métallurgique Normande) : plusieurs centaines, et Saviem, plusieurs centaines également ; de même, pas mal d'étudiants. C'est une des plus importantes manif depuis 1968 à Caen.

Les Marxist-Léninistes de Front Rouge avaient décidé d'appeler par tract à la manifestation mais, sur leurs propres mots d'ordre.

Et en dénonçant les manœuvres des révisionnistes et réformistes du PCF et du PS et des dirigeants des confédérations CGT-CFDT qui voulaient faire de cette journée une journée pour le Programme Commun.

Un tract a été diffusé qui rappelait ces principaux objectifs. Nous avions décidé de nous regrouper auprès des ouvriers de la SMN en scandant les mots d'ordre :

- 1500 F minimum pour tous  
- suppression des salaires au rendement  
- pas de loyer supérieur à 10 % du salaire  
- à travail égal, salaire égal  
- Lip, pas un seul licenciement.  
- une seule solution, la Révolution.

Le caractère militant de notre regroupement, et la justesse de nos mots d'ordre ont amené un groupe de jeunes de la CGT-SMN à se joindre à nous et à reprendre tous nos mots d'ordre, ainsi que quelques militants CFDT et des ouvrières.

Front Rouge a été vendu en fin de manif et des contacts ont pu être pris.

Des révisionnistes PCF-CGT ont bien tenté de recouvrir notre mot d'ordre "une seule solution la révolution", par "une seule solution : le Programme Commun", mais il n'y sont parvenus dans la mesure où ce mot d'ordre n'était pas repris en masse par les manifestants.



## NOUVEAU PLAN GISCARD, NOUVELLES MESURES ANTI-OUVRIERES

Chaque fin d'année depuis 3 ans, le gouvernement présente un "plan de lutte contre l'inflation". A chaque fois dans ces plans, deux préoccupations pour les représentants de la classe capitaliste : limiter au moins la hausse des prix des produits destinés à l'exportation, afin de préserver les profits des capitalistes qui exportent ; faire porter aux travailleurs le poids de ses difficultés en freinant au maximum à la progression des salaires.

Et chaque année, c'est un peu les mêmes moyens que réutilise Giscard :

Restriction du crédit : officiellement il s'agit de ralentir le crédit pour les travailleurs et pour les capitalistes. Dans les faits, c'est avant tout le crédit pour les travailleurs qui est visé, limitant ainsi d'autant leur possibilité d'acquiescer des produits nécessaires aux ménages qui travaillent : frigidaires, vélocycles, voitures... Pour les capitalistes, au nom des investissements nécessaires, de l'expansion et de l'emploi à ne pas compromettre, le gouvernement accorde toujours, ouvertement ou non, des dérogations.

Blocage plus ou moins déguisé des salaires : à chaque fois, Giscard déclare : "Le gouvernement se charge de limiter les prix de la surveillance ; aux travailleurs de limiter leurs revendications salariales". Cette année par exemple, Giscard et Messmer viennent d'annoncer que "la progression des salai-

res ne doit pas dépasser (!!!) la progression des prix"... d'après l'indice INSEE. L'année dernière déjà, la progression des salaires de plusieurs entreprises nationalisées ne devait pas excéder de 2,5 % le fameux indice de l'INSEE ; ces travailleurs ont partout vu, dans les faits, leur pouvoir d'achat baisser... Aussi, les propositions de Giscard en disent long sur l'amputation du pouvoir d'achat que la bourgeoisie entend infliger aux travailleurs. Comme c'est le gouvernement qui est maître de l'INSEE et de l'indice publié, on voit déjà comment il entend procéder !

Une innovation pour le plan de cette année : l'augmentation du premier tiers provisionnel du 15 février. C'est 43 % et non plus 33,3 %, du montant de l'impôt de l'année dernière qui est exigé cette année à ceux qui payent plus de 2000 F d'impôt. De très nombreux travailleurs sont

ainsi frappés, parce que 2000 francs d'impôt, c'est ce que paie, dans la région parisienne, un couple dont le mari et la femme travaillent. Ainsi, non seulement l'inflation fait monter chaque année de nouvelles familles de travailleurs dans les tranches impossibles, accroissant ainsi l'impôt, mais cette année Giscard entend toucher tout de suite la plus grosse partie de l'impôt, sans doute de peur que 6 mois après, elle soit déjà dévaluée !

Ainsi, le plan de cette année n'est pas bien différent de ses prédécesseurs. Or les résultats sont connus : 6 % en 72 ; pour 73, la hausse dépassera certainement 8 % d'après l'INSEE.

Ces résultats jugent le nouveau plan Giscard. Les grèves du 6 ont montré le chemin.

A L'ACTION DANS L'USINE POUR NOS REVENDICATIONS

### LES PRECEDENTS PLANS GISCARD

+ FIN 71 : opération contrats-anti-hausses  
- ) d'après l'indice INSEE, hausse de 6 % en 72

+ FIN 72 : opération baisse la TVA  
- ) le rythme annuel de la hausse dépassera 8 % en 73 (d'après l'indice INSEE pour les 9 premiers mois)

+ FIN 73 : plan Messmer-Giscard  
- ) ????

Comme on le voit, Giscard d'Estaing et le gouvernement sont arrivés à enrayer la hausse des prix !!!

## les paysans-travailleurs de Dordogne démasquent les chevillards et les gros intermédiaires !

Un camarade de Dordogne nous a envoyé cette correspondance sur une vente de viande effectuée par le groupe des paysans-travailleurs de SARLAT.

"Nous n'avons pas cherché par cette action à constituer un circuit parallèle direct de distribution à côté de celui existant, contrairement à ce qu'en a dit par exemple, "Libération". Ce que nous avons voulu démontrer, c'est que dans le prix du kilo de viande à la consommation, 35 à 45 % sont uniquement constitués par les bénéfices commerciaux des divers intermédiaires et les taxes d'Etat qui "touchent" chacun d'eux. On comprend pourquoi ils sont si utiles à la bourgeoisie.

Un circuit direct ne peut être qu'extrêmement limité, les paysans n'ont de toute façon pas les moyens d'assumer un tel travail continuellement. Revendiquer le circuit direct ne profiterait qu'à la bourgeoisie qui fait semblant de réclamer une diminution des intermédiaires. Nous luttons pour détruire le mode de production et de distribution capitaliste".

Dans le tract diffusé, les paysans-travailleurs expliquent comment les intermédiaires gardent de larges marges bénéficiaires, et comment, alors que les prix au consommateur grimpent, la viande baisse à la production : "Il y a 6 mois, on vendait la viande à 11 F le kilo de carcasse. Depuis elle a baissé de 2 F le kilo, sans baisser à la consommation. Pendant ce temps, les charges ont considérablement augmenté ; en un an : engrais : + 5 % ; aliments de bétail : + 10 % ; matériel : + 15 % ; charges sociales : + 25 %. Nous voulons vendre nos produits à leurs prix de revient !"

Le succès de cette vente auprès des travailleurs encourage les Paysans Travailleurs à nouer les liens de plus en plus étroits avec la classe ouvrière en lutte : "il est plus important de faire une vente là où les travailleurs luttent, devant une usine en grève".

Les ML soutiennent ces justes initiatives qui dénoncent clairement les vrais responsables de la vie chère et des bas salaires ou revenus pour la classe ouvrière et pour une grande partie des paysans : la bourgeoisie.



# LIP : les dernières manoeuvres de la bourgeoisie ont échoué !

La semaine qui vient de s'écouler est venue confirmer ce que les Communistes M-L avaient analysé à propos du projet industriel devant permettre de régler le conflit de Lip (voir FR 93). C'est par une lettre du patron des patrons, Ceyrac, que la nouvelle a été annoncée publiquement. Cette lettre, on peut la résumer en deux points :

1) le projet industriel prévu ne marche pas.  
2) ce qu'il faut pour les Lip, c'est s'orienter vers la solution du démantèlement.

Dès lors, l'annonce de l'échec du projet industriel montre une nouvelle fois si besoin en était, que la tactique de la bourgeoisie ne change pas, qu'elle vise toujours à faire pourrir la lutte, à essayer de vaincre les Lip (voir FR 93). Et cela, c'est clair pour tous les travailleurs de Lip, car ce qu'ils ont retiré de l'annonce de Ceyrac, c'est l'intransigeance du pouvoir face à leur lutte, car pour eux, une solution in-

dustrielle à négocier et réglant le problème du non-démantèlement et de pas un seul licenciement reste possible.

Cela dit, pour la victoire de la lutte des Lip, une question reste toujours à résoudre : celle de l'intransigeance de la bourgeoisie, reprendre l'offensive, créer un rapport de force pour la faire plier, pour la vaincre. Une question reste donc vitale aujourd'hui, car c'est par elle que la bourgeoisie veut faire plier les Lip, les diviser, c'est celle de la lutte contre les tentatives de démantèlement (v. FR 92 & 93).

Par rapport à cette question, il faut rappeler :

1) Que rien n'a encore été fait officiellement, aucun papier n'a été signé entre Arbel et la municipalité en ce qui concerne les locaux que voudrait Arbel pour y installer le secteur armement de Lip.

2) que, dernièrement, la municipalité de Besançon, sous diverses pressions, a même refusé d'acheter les locaux

qu'il était prévu de louer à Arbel. Ce dernier doit d'ailleurs avoir un entretien personnel avec le Maire ce lundi 10 décembre. De ceci, il ne faut pas conclure que la bourgeoisie renonce à son plan. Il semble plutôt qu'elle préfère attendre encore que la détermination, la combativité des LIP s'émoussent.

Face à cela, nous avons déjà montré comment les travailleurs de Lip sont prêts à s'opposer par tous les moyens à cette manoeuvre, et comment ils se sont organisés en conséquence. Cette semaine, la commission de surveillance de l'usine Lip-Palente et des locaux qu'Arbel veut reprendre rue Viollet, a poursuivi jour et nuit sa surveillance vigilante. Ce qu'ils ont pu remarquer c'est :

1) L'usine, toujours entourée de barbelés, et dont la surveillance par les CRS a été renforcée ; les CRS sont sur le pied de guerre 24 h sur 24, cela semble signifier quelque chose.

2) Des allées et venues de camions dont le rôle n'a pas encore été précisément déterminé, mais cela ne saurait tarder...

3) La présence dans l'usine d'une douzaine de jaunes qui s'occupent de diverses choses : secrétariat, chauffage, etc... ainsi que la présence de Gaillard, homme de main d'Arbel pour organiser le démantèlement du secteur armement. Par rapport à ces observations, les Lip ont envisagé quelques solutions, à la dernière A.G.

Les Lip sont venus nombreux. L'AG commence par un rapport de Ch. Piaget sur la situation actuelle de la lutte dont il ressort :

"Plus que jamais, nos mots d'ordre : non au démantèlement, non aux licenciements, restent l'enjeu de la bataille contre le pouvoir qui veut nous faire plier, car ces mots d'ordre, ils seront repris dans les luttes contre les restructurations... Notre force, c'est notre ténacité, notre conviction que nous luttons aussi pour un enjeu historique au moment où les menaces contre l'emploi se développent un peu partout en France... Nous devons bloquer toutes les tentatives de démantèlement... Ces temps-ci, nous avons fait une guerre de position, mais ce n'est pas comme cela qu'on gagne la guerre, il faut être offensif et harceler l'ennemi..."

Suite à ce rapport, Mercet, délégué CGT, lit une déclaration commune des sections Lip CGT et CFDT, élaborée à partir d'un texte envoyé par les confédérations CGT et CFDT, la déclaration fait état de divergences entre la CGT et CFDT sur le C.A., les éléments extérieurs et la façon dont la lutte a été menée, développe sur "la situation dramatique que veut créer le pouvoir, le scandale que représente l'affaire Lip..." Cette déclaration sur laquelle CFDT et CGT Lip ne sont pas encore tout à fait d'accord peut, selon les confédérations servir de base pour des pétitions anti-gouvernementales signées par tous ceux qui voudraient bien. On voit bien, par rapport à ce

qu'a dit Ch. Piaget ci-dessus, de quelle manière les confédérations veulent passer à l'offensive et harceler l'ennemi...

Après cette intervention, un ouvrier de Lip intervient en disant : "des déclarations communes, des pétitions, tout ça, c'est des mots. Quelles actions communes sont prévues ? Parce que ce qu'il nous faut c'est des propositions et des actions".

Charles Piaget reprend alors la parole pour annoncer une série de propositions :

1) Il faut ralentir un peu la popularisation sur l'extérieur, et la concentrer principalement sur Besançon, en trouvant des moyens nouveaux.

2) Il faut bien entendu maintenir et renforcer la commission surveillance et envisager des actions de persuasion, de dissuasion contre les jaunes et en particulier contre Gaillard. De même, il faut voir comment démoraliser les CRS et comment les harceler par divers moyens...

3) Viennent ensuite toute une série de propositions concernant la réactivation de la lutte ; son animation et son fonctionnement.

Pour réaliser toutes ces tâches, les Lip sont organisés en commissions et un collectif de travail est mis sur pied. Ce collectif est une chose importante, car il est composé de représentants de chaque commission, il élargit la direction de la lutte et il correspond à une profonde aspiration des travailleurs : qu'il y ait dans la prise en main de la lutte le maximum de démocratie et surtout le fait que les travailleurs prennent eux-mêmes en mains leur lutte. Concrètement, cela se traduira par le fait qu'à la tribune de l'AG, où il n'y avait jusqu'à aujourd'hui que des délégués, seront présents de nombreux travailleurs syndiqués ou non, et ayant pour rôle de diriger la lutte.

**A LIP LA LUTTE CONTINUE  
PAS UN SEUL LICENCIEMENT  
NON AU DEMANTELEMENT  
Le 10-12-73 - 12 heures.**



## LES SIX HEURES POUR LIP

### LE CREUSOT

Les 6 heures pour LIP se sont tenues au Creusot le mercredi 28 novembre. Les Lip étaient invités par la CFDT. Toutes les autres organisations ayant refusé d'appeler à la réunion sauf le PS.

Pour notre part, nous avons appelé à la réunion en distribuant un tract dans notre ville (Montceau-les-Mines) ; tract distribué sur deux usines : Michelin et P.P.M., ainsi que sur un quartier de mineurs.

La réunion a regroupé 70/80 personnes.

Après la projection du film, les camarades de FR sont intervenus pour apporter le soutien des Communistes Marxistes-Léninistes de France à la lutte exemplaire des Lip.

Les camarades de LIP nous ont remercié pour notre soutien qui reprenait

leurs justes mot d'ordre :

- pas de licenciements
- pas de démantèlement
- l'enjeu de la lutte, c'est l'usine de Palente.
- Non, Lip, ce n'est pas fini
- LIP vaincra.

Par la suite, au coeur du débat, nous sommes de nouveau intervenus développant les positions de Front Rouge.

La trahison de la direction CGT à LIP a largement été dénoncée par des personnes de la salle, parmi lesquels des militants CGT. Ceux-ci, venus pour soutenir les travailleurs de LIP, ont montré le divorce qui peut exister entre les positions de la direction nationale, de certaines sections locales et celles de certains de ses militants. Cela

montre la justesse des propositions des Communistes Marxistes-Léninistes de Front Rouge sur la création d'une Opposition Syndicale Révolutionnaire regroupant tous les ouvriers combattifs en désaccord avec les trahisons des directions syndicales.

Un travailleur de chez Michelin a montré l'attitude qu'a eue un délégué CGT de sa boîte par rapport au meeting. Ce travailleur a rapporté qu'une dizaine d'ouvriers pensaient aller à la réunion. Ils en ont été découragés par ce délégué CGT qui leur a dit : "Si Front Rouge appelle à aller au meeting, ce doit être des gauchistes qui organisent et qui seront là-bas. N'y allez pas".

Correspondant Montceau-les-Mines

### SAINT-BRIEUC

A St Brieuc a eu lieu, vendredi 23, la manifestation "6 heures pour LIP". Deux camarades de chez LIP étaient là et ont répondu aux questions ; des films sur LIP et Le Joint français ont été projetés.

La première constatation à faire, c'est le nombre de personnes qui étaient venues : 1000 environ, compte tenu des allées et venues. Cela révèle clairement que personne n'oublie la lutte des ouvriers de LIP et que le soutien reste fort.

Dans un débat qui réunissait une trentaine de personnes le soir, les questions posées ont permis aux camarades de LIP de dire que les travailleurs étaient tout à fait réticents devant l'éventualité d'une nouvelle unité d'

action CGT-CFDT à LIP, après les trahisons répétées de la CGT. Une dizaine de minutes plus tard, sans doute averti que le débat tournait vers une critique sévère des confédérations, et des actions des syndicats en général, un responsable CFDT est intervenu pour recommander de "ne pas faire de l'anti-cégétisme", affirmer que l'unité d'action est indispensable... Il a notamment utilisé un argument intéressant : "pendant une lutte à X (en Bretagne), les "communistes" du PCF poussaient par dessous au jusqu'au-boutisme pour discréditer la CFDT". Si on le comprend bien, il n'est pas loin d'affirmer qu'à LIP, ce sont les révisionnistes qui manipulent les travailleurs pour les pousser à l'aventurisme ! Les ouvriers de LIP apprécieront.

**OCTOBRE**  
le n° 3-4 va paraître  
"éléments sur le mouvement  
marxiste-léniniste en France"  
passez vos commandes :  
10f.

**LE C.C.  
DU P."C."F  
INJURIE  
LES  
TRAVAILLEURS  
DE LIP**

La dernière session du Comité Central du PCF du 3/4 décembre a prouvé une fois de plus la démagogie dont sont capables les révisionnistes. Pour démontrer et illustrer la "juste" ligne de son parti, Roland Leroy n'hésite pas à prendre pour exemple... la lutte des travailleurs de Lip !

+ D'abord, pour expliquer comment le PCF a fait progresser la conscience de classe des travailleurs à partir des luttes revendicatives :

"par la lutte, l'expérience se fait, le lien tend à s'établir entre les revendications et la question de l'Etat... prenons des exemples : pendant plusieurs semaines, à partir de la lutte des travailleurs de LIP, très loin au-delà d'eux, des interrogations et des réponses quand le parti était présent sont apparues portant sur des questions essentielles...". Très loin au-delà d'eux ! Au fait, pourquoi les révisionnistes ne viennent-ils pas vendre le "Défi démocratique" à la Maison pour tous ? Au fait, combien y avait-il de travailleurs de Lip au meeting de Duclos à Besançon ? (voir FR. No. 94).

+ Ensuite, pour faire croire que le PCF reprend à son compte les nouvelles formes de lutte de la classe ouvrière : "les luttes revêtent aujourd'hui des formes nouvelles, parfois inattendues, parfois inventées au cours même de leur déroulement. Ce fut le cas chez Lip. Le parti a combattu à juste titre et combattra encore l'aventurisme, les provocations. Mais le fond de ceci ne réside essentiellement pas dans la forme des luttes, il réside dans le fait que l'action est conduite dans l'isolement et l'irresponsabilité".

C'est précisément ce que reproche le PCF aux ouvriers de Lip : mener une grève minoritaire et donc aventuriste et provocatrice.

Les travailleurs de Lip apprécieront de se faire traiter de provocateurs.





# UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE AUTOUR DES O.S. !

Depuis plusieurs années, un des mots d'ordre des marxistes-léninistes c'est "unité de la classe ouvrière autour des O.S.". Ce mot d'ordre n'est pas du goût de tout le monde, et on entend fréquemment les révisionnistes et leurs acolytes trotskistes, nous attaquer, allant même jusqu'à prétendre qu'il s'agit d'un mot d'ordre de division. Pourquoi ces attaques, sur quoi se fonde notre mot d'ordre, qui sont les vrais diviseurs de la classe ouvrière ?

Au départ, il y a une constatation, la production capitaliste au fur et à mesure qu'elle se concentre et se modernise, introduit d'importantes modifications dans le travail de l'ouvrier.

La production à une très grande échelle permet au capitaliste d'augmenter considérablement la plus-value qu'il fait suer à l'ouvrier ; cela, non pas tellement en allongeant la journée de travail, mais surtout en intensifiant le travail, en comprimant au maximum la quantité de travail contenue dans la journée de travail de l'ouvrier, 8 h ou 9 h. En confiant à un ouvrier, non plus la réalisation de plusieurs étapes de fabrication d'une marchandise, mais souvent une seule étape de cette fabrication, une seule opération à accomplir sur le produit. C'est par exemple ce qui se passe avec l'introduction massive du travail à la chaîne.

Cette tendance de la classe capitaliste à moderniser ses installations, à intensifier le travail des ouvriers est une tendance générale, même si elle connaît certains freins et apparaît d'une manière inégale en fonction des branches de production. Par exemple dans le bâtiment sont introduits de manière relativement lente des moyens de modernisation et d'intensification du travail, alors que, dans l'automobile, la production parcellisée est poussée à un stade très élevé. Mais dans chaque branche capitaliste, sous peine de voir leur coût de production dépasser ceux de leurs concurrents, sous peine de voir rogné leurs profits, le capitaliste doit recourir à la modernisation et intensifier le travail.

Ce processus a des conséquences importantes pour la classe ouvrière. Il introduit effectivement des différenciations au sein même des travailleurs, suivant le travail qui leur est confié. Deux couches aux tâches assez différentes apparaissent ainsi dans la classe ouvrière. La couche des OS, les travailleurs qui doivent effectuer une tâche parcellaire,

répétitive, à un rythme accéléré. La couche des ouvriers qualifiés, ceux à qui la bourgeoisie laisse encore la possibilité d'affectuer plusieurs opérations, de régler leur machine eux-mêmes, bref d'utiliser leur réelle qualification.

Tout révolutionnaire conséquent qui entend poser le problème de l'unité de la classe ouvrière, doit examiner cette différenciation introduite par la bourgeoisie dans la classe ouvrière, différenciation sur laquelle cette dernière s'appuie pour mener sa politique de division, division qui porte non seulement sur les salaires, mais aussi sur les conditions de travail très différentes que subissent les travailleurs.

L'étude de l'évolution de ces couches depuis une vingtaine d'années montre clairement que la couche des OS s'accroît non seulement en nombre absolu, mais aussi relativement par rapport à la couche des ouvriers qualifiés ; cela veut dire clairement que chaque année, des dizaines de milliers de travailleurs perdent l'emploi qualifié qu'ils avaient et deviennent OS.

Cette différenciation introduite par le capitalisme au sein de la classe ouvrière a un certain nombre de conséquences. Au niveau des luttes des travailleurs d'abord. C'est un fait indéniable que les années qui ont suivi Mai 68 ont vu se développer de nombreux mouvements de lutte impulsés par les ouvriers spécialisés, luttes qui avaient pour cible justement les conditions d'exploitation qu'infligent les capitalistes à ces travailleurs. Rappelons en 1971, la grève de plus d'un mois des travailleurs de Renault-Le Mans, où, pour la première fois, clairement et massivement, des OS affirmèrent leur refus du salaire au poste. Rappelons en 1972, la succession de grèves longues et dures à Penarroya, à la SCPC, au Joint Français... où les OS sont encore apparus à la pointe de la lutte. Rappelons enfin au printemps dernier, comment dans l'automobile à Renault, à Peugeot, à Saviem, les OS se sont battus sur leurs propres revendications, contraignant la bourgeoisie à user tour à tour de la démagogie et de ses forces de l'ordre pour briser la lutte.

Une caractéristique de ces luttes, c'est justement qu'elles ont de plus en plus fréquemment échappé au contrôle direct des révisionnistes, c'est qu'elles affirmaient tout un ensemble de revendications largement contradic-

toires avec celles avancées par les révisionnistes. Il est apparu très clairement plusieurs fois que ces couches d'OS étaient celles sur lesquelles les mots d'ordre, propositions et perspectives des révisionnistes avaient le moins d'influence. Les raisons de cela résident, avant tout, dans la politique que suivent les révisionnistes à l'égard de la classe ouvrière. Quand les révisionnistes formulent la revendication de grille hiérarchique, pour s'attirer les suffrages du personnel d'encadrement des entreprises, au plus haut niveau, c'est toute la classe ouvrière qui est victime de cette politique ; quel travailleur a intérêt à lutter pour déculper les privilèges de ceux-là mêmes qui, dans l'entreprise, sont chargés de le surveiller, de le réprimer, de prévoir son licenciement ou l'augmentation de sa charge de travail ! Mais ceux qui en ont le plus vite conscience, ce sont les travailleurs les plus exploités, ceux à qui les augmentations hiérarchisées procurent le moins parce qu'ils sont au bas de l'échelle, ceux qui le plus fréquemment se heurtent à cette maîtrise qui, d'après le PCF est l'alliée des travailleurs, c'est à dire justement les OS.

Quand les révisionnistes font miroiter aux travailleurs la possibilité de s'élever graduellement dans l'échelle hiérarchique, et tentent de faire lutter les travailleurs pour cette revendication, ce sont les OS qu'ils ont le moins de chances de convaincre parce que ces travailleurs voient clairement dans quel sens s'effectue "la promotion" : nombre d'entre eux sont sortis de l'école avec une qualification et n'ont pas trouvé d'emploi correspondant, nombre d'entre eux étaient OP et ont été déqualifiés au cours des restructurations de leur entreprise, nombre d'entre eux s'usent la santé à la chaîne, et doivent changer d'entreprise au bout de quelques années, perdant du coup toute possibilité de "promotion à l'ancienneté".

Pour les Marxistes-Léninistes qui apprécient le révisionnisme comme l'obstacle essentiel qui bouche les perspectives révolutionnaires à la classe ouvrière, l'existence de couches de travailleurs moins sensibles à cette influence révisionniste est un phénomène extrêmement important. Disputer la classe ouvrière à l'influence du P"CF cela veut dire, commencer principalement par organiser, pour la lutte, ceux qui sont les moins soumis à cette

influence, c'est-à-dire essentiellement les OS. C'est pourquoi, principalement, suivant un plan précis, les marxistes-léninistes dirigent leurs efforts en direction des bagnes capitalistes, des régions ouvrières où les OS sont particulièrement concentrés.

Est-ce à dire alors, comme le suggèrent certains, que pour nous, il s'agit d'abandonner toute la couche des travailleurs qualifiés à l'influence du révisionnisme, est-ce à dire que nous classons ces travailleurs en bloc dans l'aristocratie ouvrière, et qu'il ne s'agit nullement de les gagner aux perspectives de la révolution, de reconstruire l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière avec ces travailleurs ? Cette fable est déjà largement démentie par notre attitude à Lip, où les marxistes-léninistes de Besançon ont multiplié depuis des mois les initiatives pour soutenir et faire aboutir la lutte, alors que la majorité des travailleurs sont des ouvriers professionnels, et qu'il n'y a à Lip pratiquement pas de chaîne.

En fait, pour les gens qui répandent cette fable, tout se passe comme si la reconstruction de l'unité du prolétariat allait se faire d'un seul coup par de simples appels généraux à l'unité. Ils refusent d'examiner la réalité, c'est à dire l'existence dans notre pays, métropole impérialiste, d'une aristocratie ouvrière qui contamine inégalement la classe ouvrière, aristocratie ouvrière qui est un véritable quartier général bourgeois à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Ils refusent d'examiner sur quoi s'appuie la politique de trahison du P"CF dans la classe ouvrière, pour voir comment la combattre.

Il n'y a évidemment aucun intérêt contradictoire entre les travailleurs qualifiés et les ou-

vriers spécialisés. Mais on l'a vu, la politique de la bourgeoisie, c'est de s'appuyer sur cette différenciation des couches de la classe ouvrière pour mener ses pratiques de division, différences de salaires, illusion d'une promotion personnelle... La politique des révisionnistes n'est pas différente, elle aussi, reprend à son compte ces illusions sur la promotion, entérinant la division créée par la bourgeoisie.

La politique des marxistes-léninistes consiste au contraire à montrer aux travailleurs qualifiés la réalité de cette politique de division de la bourgeoisie et des révisionnistes, elle consiste à montrer aux travailleurs qualifiés en s'appuyant sur toutes les restructurations passées, sur l'absence de débouchés pour les jeunes avec CAP, que la bourgeoisie leur réserve le même avenir qu'aux OS ; elle consiste par exemple à montrer aux travailleurs que la lutte des Lip contre le démantèlement et les licenciements, et la lutte des OS contre l'intensification du travail convergent ; Ebauche SA n'avait-il pas entrepris ces licenciements, justement pour introduire à LIP des chaînes automatisées et transformer les travailleurs non débouchés en OS !

Arracher la classe ouvrière au révisionnisme prend ainsi un sens concret. Commencer à organiser pour la lutte révolutionnaire le maillon faible de cette domination révisionniste, c'est-à-dire les couches les moins influencées par cette idéologie, les OS, reconstruire l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière en appelant à la masse des travailleurs à se rallier à la défense des revendications des plus exploités, revendications qui les concernent aussi, voilà le sens de notre mot d'ordre "unité de la classe ouvrière autour des OS".

## souscription

pour soutenir Front Rouge, je verse (indiquer la somme)

10F  50F  100F

nom..... adresse.....

envoyer à la B.P. ou directement au CCP

# 1 MILLION PAR MOIS



# DUNKERQUE : LA LUTTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES POUR UN LOGEMENT CORRECT

Récemment, 4 baraques ont brûlé au bidonville d'ONCOR, à Dunkerque. Les occupants des baraques n'ont pu récupérer aucune de leurs affaires personnelles, rien de ce qu'ils ont pu acquérir après plusieurs mois de travail, pas même de vêtements.

Les sinistrés ont été relogés la première nuit dans un foyer. Dès le lendemain, le gérant du foyer réclamait 195 F par personne s'ils voulaient rester. Les immigrés ont préféré aller loger chez des copains au bidonville d'ONCOR.

Le bidonville d'ONCOR est constitué de sinistres taudis, de baraques de bois sans eau ni électricité, ni chauffage. Le CACF avait déjà pris l'initiative de faire signer une pétition pour que ces ouvriers soient relogés dans des foyers à des loyers de 100 F.

La pétition avait été portée en délégation à la mairie de St. Pol-sur-Mer.

A la suite de l'incendie, le CACF a organisé les ouvriers immigrés du bidonville pour aller en délégation à la mairie de St. Pol réclamer le relogement des sinistrés dans le foyer SONACOTRA avec des loyers de 100 F. Le Maire de St. Pol a répondu que d'une part, le bidonville était sur le territoire de Dunkerque et non de St. Pol, qu'il fallait donc s'adresser au maire de Dunkerque, d'autre part qu'ils devaient s'adresser à leurs patrons afin que ces derniers cotisent pour assurer le relogement des habitants du bidonville.

Cette réponse du maire de St. Pol est une insulte pure et simple aux ouvriers immigrés ; c'est leur refuser le relogement à des conditions acceptables : ils poursuivent la lutte.

# GENNEVILLIERS

## grève à margoline

Les travailleurs de Margoline qui avaient mené avec succès au mois de mai la première grève d'usine contre la circulaire Fontanet pour l'obtention de la carte de travail, se sont remis en grève le lundi 3 décembre. Une autre grève en octobre avait amené leur salaire à 6 F de l'heure. Cette fois, les manoeuvres immigrés demandent :

- une augmentation de salaire (6,50 F minimum) ;
- différentes primes (ancienneté, prime de panier) ;
- l'amélioration des conditions de travail (éclairage et chauffage des douches, masque à poussière pour les presses, gants pour la manutention, arrêt du travail à 17 h., pointage en habit de ville) ;
- le non-licenciement d'un ouvrier menacé.

Depuis le début de la grève, la direction essaye de la briser. D'abord en faisant appel à des intérimaires qui refusent ce rôle. Les chauffeurs, français, se mettent à leur tour en grève sur leurs revendications. La direction tente alors de diviser le mouvement en accordant satisfaction aux manoeuvres. Mercredi, la direction signe pour les manoeuvres, promet seulement pour les chauffeurs.

Le travail a repris, mais rien n'a été signé par les manoeuvres. La grève reprendra pour tous si les chauffeurs n'obtiennent pas satisfaction.

**VIVE L'UNITE DE COMBAT DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES !**

## grève aux câbles

A l'usine de Gennevilliers des Câbles de Lyon, la lutte continue. La grève en est à son 19<sup>e</sup> jour.

Samedi dernier, le patron avait fait le chantage aux flics pour faire évacuer l'usine, en utilisant les pressions de la circulaire Fontanet pour faire céder les travailleurs en majorité immigrés. Devant le risque d'expulsion du territoire français pour les travailleurs immigrés, l'Assemblée Générale avait décidé momentanément d'évacuer l'usine la nuit seulement. Mais mercredi, le patron refusait toujours de négocier, et en plus il a fait sauter illégalement plus d'une semaine de salaire sur la dernière paie des grévistes (de 340 à 540 F suivant les payes !). Ces manoeuvres de division, visant à décourager les grévistes, n'ont fait que renforcer leur détermination, et aussitôt, ils ont voté la réoccupation complète de l'usine.

Le jeudi 6, une délégation de grévistes est venue à la manifestation affirmer sa combativité. Ils ont manifesté avec les militants marxistes-léninistes et le CACF ; leurs mots d'ordre : "Travailleurs français immigrés, même patron, même combat !" "A travail égal, salaire égal !" "Une seule solution, la Révolution !" La collecte a rapporté environ 3.000 F.

A l'intérieur de l'usine, on commence à organiser des projections de films sur les luttes ouvrières (Cerisy) et les luttes des travailleurs immigrés.

Les grévistes se préparent à une lutte longue car il est possible que la CGE tente de faire sortir la production dans une autre de ses usines.

La lutte continue.

correspondant.



## le "canard enchaîné" mis sur table d'écoute !

Le 3 décembre, le dessinateur Escaro surprend tout un groupe en train de brancher un matériel d'écoute dans les nouveaux locaux du "Canard Enchaîné".

S'il est hors de doute que ce n'est pas le Canard Enchaîné qui a monté cette affaire, il n'est pas tout à fait sûr que le ministre Marcellin en soit l'instigateur. S'il avait voulu connaître les informateurs du Canard, qui rappelons-le, a mis sur la piste de nombreux scandales visant à discréditer l'UDR et y parvenant (Rives Henrys, feuilles d'impôts de Chaban, Aranda, etc...) avant les élections de Mars, il aurait pris un peu de précautions. Quand on voit la tactique de l'équipe chargée de faire ce travail, on peut se demander si elle n'a pas tout fait pour se faire prendre. Dans ce cas, il ne s'agirait plus que d'une lutte de cliques à l'intérieur de la

majorité, entre UDR et Républicains Indépendants par exemple.

En tout cas, voilà un nouveau "scandale" qui tombe à point, nommé pour relancer le débat sur les écoutes téléphoniques, débat qui s'essouffait. Les "démocrates" de tout poil s'indignent. Le gouvernement de la Ve République se justifie en expliquant que la IVe employait aussi ce système. Enfin, messieurs, nous ne sommes pas assez naïfs pour croire que la démocratie bourgeoise peut se passer de ces pratiques, qui visent plus particulièrement les révolutionnaires ; vous êtes bien tous d'accord pour lui accorder le droit d'écoute quand il s'agit de la "sécurité de l'Etat". La classe au pouvoir met tous les atouts de son côté pour les garder, et ne se soucie pas de savoir si cela est légal ou pas ! Les travailleurs et leur Parti en tiendront compte dans leur lutte pour l'abattre.

# Halte aux menaces d'expulsion

Il y a deux ans, Laureta Fonseca, portugaise, mère de 5 enfants, a fait l'objet d'un arrêté d'expulsion de la part de Marcellin. Il lui était reproché de "ne pas respecter la stricte neutralité politique que doivent observer en France les immigrés". Elle aidait depuis 1969 les habitants du bidonville dans leurs démarches administratives et participa avec eux aux diverses luttes qu'ils menèrent pour un droit au logement décent (en particulier, occupation de la Mairie de Massy en janvier 1971).

Suite à une large campagne de soutien à MASSY, Laureta obtint un sursis de deux ans (carte de séjour spéciale, renouvelable tous les 6 mois).

Le lundi 26 novembre 1973, ce sursis arrivait à expiration. A la préfecture d'Evry, Laureta Fonseca s'entendit répondre que "faute de décision de la part de Marcellin, on ne pouvait lui renouveler ses papiers". Elle se trouve donc actuellement en situation irrégulière et peut être expulsée d'un moment à l'autre.

**NON A L'EXPULSION DE LAURETA FONSECA !**

Les mesures de régularisation prévues par les circulaires de Gorse sont un moyen pour la bourgeoisie de préparer des expulsions massives de travailleurs immigrés.

Aux chantiers navals de Dunkerque, les ouvriers portugais sous contrat sont presque tous licenciés. Les contrats arrivés à expiration ne sont pas renouvelés. La plupart d'entre eux n'ont en mains qu'un récépissé de trois mois. Ces travailleurs, fichés par la police, sont directement menacés d'expulsion ; ce qui laisse parfaitement indifférents les directions des UD des syndicats locaux.

A Vincennes, 25 travailleurs et étudiants-travailleurs immigrés sont menacés d'expulsion. Ces travailleurs voulant bénéficier des mesures de régularisation annoncées par Gorse, en juin, avaient déposé un dossier pour avoir leurs cartes de travail. Ces papiers ont toujours été refusés.

Ces travailleurs sont donc en situation irrégulière et directement menacés d'expulsion (certains ont déjà reçu leur "avis d'expulsion"). Le Comité de Soutien qui dirige la lutte avec les intéressés eux-mêmes a déjà organisé plusieurs délégations au Bureau de la Main d'Oeuvre. La seule réponse : "ce n'est pas de notre ressort, seule une dérogation ministérielle..."

Une campagne de pétitions rencontre déjà un succès certain auprès des travailleurs dans les foyers, à la porte des usines, ou dans lycées et les facultés.

Les expulsions qui se préparent à Dunkerque et à Vincennes sont des manifestations d'une même tactique de la bourgeoisie : repérer les travailleurs immigrés en situation irrégulière par les prétendues mesures de régularisation, puis les expulser cas par cas. Cette tactique prépare l'application stricte de la circulaire Fontanet. Organisons la riposte.

**REGULARISATION IMMEDIATE DE TOUS LES TRAVAILLEURS IMMIGRES !**

**ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET !**

Un trafic de faux-papiers a été découvert par la police à Beaulieu : il s'agissait de cartes nationales d'identité délivrées à des immigrés sur présentation de certificats de nationalité truqués. 13 ouvriers mauritaniens et sénégalais ont payé entre 200 F et 1300 F pour obtenir ces papiers. Ils ne sont pas les seuls ; d'autres immigrés venaient de Paris et d'ailleurs se faire faire des papiers ici.

Evidemment, la presse locale (très discrète là-dessus pour l'instant) insinue que ce sont ces ouvriers eux-mêmes qui ont mis en place ce trafic :

En réalité :

a) Une loi autorise les mauritaniens qui résidaient en France au moment de l'indépendance (1960) à demander la nationalité française. Il suffit de présenter un certificat de nationalité signé par un tribunal.

b) Mais comment obtenir un certificat de nationalité ? Cela, les immigrés n'ont pas pu le faire seuls, ils ont dû verser de grosses sommes au trafiquant (certainement bien placé pour avoir des certificats...). Et quel immigré n'a pas un jour, dû glisser une somme plus ou moins importante à celui qui lui a rempli ses papiers ou a fait les démarches pour lui ?

Ce trafic n'est pas isolé. C'est un maillon de la chaîne du pillage impérialiste de l'Afrique : pillage du fer mauritanien, des arachides et du coton sénégalais trafic de vrais ou de faux papiers. Le responsable, c'est l'impérialisme français et tous ceux qui en profitent.

CACF SOCHAUX

## INTERDICTION DU MEETING FASCISTE !

Le 19 décembre, les fascistes "d'Ordre Nouveau/Faire Front" veulent organiser un meeting à Paris. Les thèmes de ce meeting sont clairs : "Chili : un exemple", et "l'immigration". C'est une nouvelle provocation de ce groupuscule fasciste qui, en juin dernier à la Mutualité ne réunissait que quelques centaines de personnes : kollabos mal repentis, nostalgiques de l'OAS et hommes de

main de la bourgeoisie. Cette vermine se livre à de multiples agressions sur les facultés.

Nous ne devons pas sous-estimer la menace qu'ils représentent : les assassins de nos frères immigrés courent toujours.

**PAS UNE AFFICHE FASCISTE SUR LES MURS DE PARIS !**

**INTERDICTION DU MEETING FASCISTE !**

## le colis du militant 50F

Salaire, Prix, Profit (MAY)  
L'Etat et la Révolution (LENINE)  
L'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme (LENINE)  
La maladie infantile du Communisme (LENINE)  
Les deux tactiques de la Social-Démocratie (LENINE)  
Les principes du Léninisme (STALINE)  
Avec l'OnCLE Ho : biographie de Ho Chi Minh  
Le Laos et la lutte victorieuse du peuple Lao contre l'Impérialisme US (PHOU MI VONG VICHIT)  
Avec en supplément : les 2 premiers numéros d'OCTOBRE 44-47 : le PCI au gouvernement.  
Le trotskisme contre la révolution prolétarienne.  
Avec encore : un abonnement à FRONT ROUGE.  
Si vous êtes déjà abonné, indiquez le nom et l'adresse d'un ami que vous souhaitez voir recevoir le journal.  
(Versement CCP FRONT ROUGE 31, 101, 144, Source)



# VIETNAM :

Le 30 11 le secrétaire d'Etat US à la défense SCHLESINGER rappelle que la loi adoptée par le Congrès américain sur les pouvoirs présidentiels autorise Nixon à ordonner une reprise des bombardements en Indochine. En même temps l'aviation américaine recommence à effectuer ses raids de reconnaissance sur les territoires libérés. On apprend que le Pentagone fabrique des bombes destinées à une reprise éventuelle des bombardements sur le Nord.

Menaces ? Chantage ? Oui, mais plus encore : c'est le signe, comme le dit le GRP "qu'un pas nouveau a été franchi dans la poursuite de l'agression américaine".

En janvier 73 les marxistes-léninistes expliquaient que la signature des accords marquait une étape importante vers la victoire finale. Mais ils expliquaient aussi, à la différence des révisionnistes, que l'impérialisme US ne se résignerait pas à quitter le Viet-Nam. Le 15/10, le GRP tirant le bilan des 9 mois écoulés explique :

«Le programme d'aide militaire des USA à l'administration de Saïgon est beaucoup plus important aujourd'hui, par rapport à la période antérieure à l'accord de Paris. Elliot Richardson, ancien secrétaire à la défense US a lui-même affirmé que l'aide américaine à l'Asie du Sud-Est est pour 73/74 de 4.089 millions de dollars, dépassant ainsi de loin les 2.735 millions pour 72/73. Selon un rapport de la commission militaire du sénat américain, plus de 3 000 millions de cette aide doivent servir à l'achat et à l'entretien des armes pour l'administration de Saïgon».

Dès le début, la destination de ces crédits supplémentaires est claire : doter sans attendre le régime fantoche d'une police bien entraînée, au matériel et aux méthodes perfectionnées, véritable organe paramilitaire qui doit empêcher dans les villes du Sud Viet-Nam la progression du mouvement pour la liberté et l'indépendance et, en particulier, le développement de la 3e composante,

L'accroissement démesuré de l'aide à la police s'accompagne du maintien d'une importante présence militaire : aujourd'hui 24 000 soldats US déguisés en civils sont au Viet-Nam pour permettre la réalisation du programme "Phénix", vaste programme de surveillance et de répression terroriste de la population.

A tous les stades de la répression les spécialistes américains interviennent :

- établissement des dossiers et des fichiers : ils ont installé et font fonctionner depuis janvier un système d'informatique électronique qui a fiché déjà 11 millions de sud Vietnamiens, c'est à dire la quasi totalité de la population adulte.

interrogatoires, tortures, exécutions, dans les 44 "centres d'investigation" du programme PHE-NIX.

Cette politique montre bien à quel point la lutte politique engagée par le GRP, grâce à la signature des Accords et pour l'application de ces Accords, frappe juste et effrayait d'avance l'impérialisme. Cette politique montre aussi le hideux visage de l'impérialisme pour mieux renforcer l'aide à la police, les US suppriment à partir de janvier les crédits d'aide alimentaire. Pour l'impérialisme, l'ennemi c'est l'ensemble de la population Sud-Vietnamienne qu'il s'agit de réduire à sa merci.

Les crédits yankees sont enfin destinés à l'entretien d'une armée pléthorique aux effectifs artificiellement gonflés depuis janvier par la masse des jeunes de 18 ans "mobilisés sur place" par Thieu, c'est à dire, soumis dès 18 ans au règlement militaire où qu'ils se trouvent, et enrôlés de force pour un oui pour un non. Dès janvier 73 cette armée est massée le long des zones libérées et lancée sans arrêt dans des opérations d'empiètement, de pilonnage, de ratisage, et de parage de la population. Car telle est la logique de l'impérialisme : les succès de la lutte politique menée par les FAPL en direction de l'armée fantoche et de l'ensemble de la population depuis les Accords, ces succès sont si grands que Thieu ne peut pas supporter une situation de paix qui ne ferait que les favoriser encore. C'est pourquoi, d'agressions en agressions, il vient de franchir un pas important en octobre en ordonnant des bombardements systématiques en plein cœur des zones libérées. Du 1er au 20 octobre : 6000 civils tués et blessés par ces bombardements. Le 4 décembre après l'incendie du dépôt de Mha Bè ces bombardements atteignent une intensité jamais vue depuis les Accords : 124 missions en un seul jour.

Mais là encore dans sa fuite en avant, Thieu ne fait que suivre les ordres de ses maîtres américains :

- 5000 avions américains entrés en douce au Sud Viet-Nam en octobre ;

- le 5/10 : l'attaché militaire de l'ambassade américaine et le général Kingstone assistent à une réunion à KONTUM pour mettre au point une offensive de grande envergure contre les hauts-plateaux.

Mais un pas nouveau a aussi été franchi par les patriotes : les impérialistes américains et leurs valets trouveront en face d'eux, après 9 mois de lutte pour l'application des Accords une population plus unie que jamais dans sa volonté de défendre la zone libérée et lutter contre la dictature.

**YANKES NAZIS HORS DU VIETNAM !**  
**SOUTIEN TOTAL AU GRP ET A LA POPULATION SUD-VIETNAMIENNE**

sans nouvelles de 250 détenus. Mais l'opposition au régime Ghizikis se manifeste quotidiennement, même si ce n'est pas sous la forme d'un large mouvement populaire.

Ainsi, mercredi 5 décembre, au cri de : "Nous avons faim ! Liberté !", des lycéens ont manifesté et ont même occupé un autobus ; d'autre part, depuis la réouverture de l'école Polytechnique le lundi 3, les étudiants font la grève perlée des cours : sur les soixante dix mille, seuls quelques centaines étaient présents. Ces faits prouvent que la nouvelle

## L'IMPERIALISME US PREPARE LA TROISIEME GUERRE D'INDOCHINE

### LA MOITIE DU PETROLE DE THIEU INCENDIE PAR LES PATRIOTES

Le 3 décembre à Mha Bè, près de Saïgon, des patriotes faisaient sauter les installations pétrolières de la compagnie Shell ; près de la moitié des réserves pétrolières du régime fantoche Thieu partaient ainsi en fumée. En pleine crise du pétrole, cette destruction des réserves d'essence est un coup très dur, non seulement pour le fantoche Thieu, mais aussi pour Lon Nol, qui s'approvisionnait précieusement à Mha Bè.

Mais par delà ses conséquences immédiates, cette destruction est un nouveau signe de la riposte toujours plus grande du peuple du Sud Viet-Nam, au régime fasciste de Thieu. En effet, le GRP n'a pas revendiqué la paternité de cet exploit, mais explique qu'il est tout à fait plausible que ce soient des éléments de la population des territoi-

res sous administration saïgonnaise qui l'aient exécuté.

La politique de répression, de famine (pour la première fois depuis trente ans, la famine est réapparue au Viet-Nam du Sud), d'extermination, de Thieu exaspère à un tel point la population que celle-ci sait envisager le recours à la force pour s'y opposer et faire respecter ses droits. Déjà, par exemple, dans le delta, l'administration fantoche, sous la pression de manifestations paysannes a dû évacuer 34 postes militaires qu'elle avait illégalement installé après les accords.

C'est dire à quel point le régime Thieu est aujourd'hui isolé. Face à ces manifestations, la seule issue qu'il lui reste, en bonne logique fantoche, est d'intensifier la répression et de repren-

dre l'escalade militaire contre les zones libérées, en un mot, de violer toujours plus ouvertement les accords de Paris.

C'est pourquoi, aujourd'hui, plus que jamais, le GRP apparaît au peuple vietnamien comme le seul garant de la paix, de la démocratie, et de sa liberté. Pour faire respecter les accords de Paris, le GRP a déployé tous ses efforts pendant 10 mois, et aujourd'hui, tout en poursuivant la lutte politique, les fantoches lui imposent de recourir à la lutte armée pour continuer dans ce sens.

**A BAS LE REGIME FANTOCHE DE THIEU.**

**LE PEUPLE VIETNAMIEN VAINCRA**



Les FAPL mettront en déroute les agresseurs de zones libérées

## le cambodge : l'étau se reserre autour de Phnom Penh

Au Cambodge, avec la venue de la saison sèche, la pression exercée par les FAPLNC se fait de plus en plus vive. La zone libérée ne cesse de s'agrandir et les forces de Lon Nol ne contrôlent pratiquement plus que quelques villes. Aussi c'est là que se concentrent les combats. Le 30 Novembre, la ville de Vihear Suor, située à 18 km à l'Est de Phnom Penh était prise par les patriotes ; un nouveau verrou de la défense fantoche sautait ainsi ; la ville de Tathman est soumise aux tirs d'artillerie, et celle de Takeo, au sud du pays, est assiégée ; 20 bataillons des FAPLNC encerclent Kompong Spen. Le 5 décembre les FAPLNC se sont introduites dans Phnom Penh jusqu'à 800 m de la résidence de Lon Nol pour faire sauter le pont de Marivong. Aujourd'hui toutes les voies terrestres menant à la capitale sont contrôlées par les patriotes, si bien qu'elle ne peut être ravitaillée que par avion et, de plus

en plus difficilement par le Mékong.

La situation économique du régime fantoche n'est pas brillante. A Phnom Penh et dans les zones non libérées, l'essence manque ainsi que les produits de première nécessité. Les prix augmentent. Le riz coûte 20 000 riels les 100 kg, alors que le revenu par famille n'excède pas 9000 riels par mois. Le marché noir est la règle. De plus le régime Lon Nol exerce pour se maintenir une oppression fasciste sur la population qui se traduit par des arrestations et des rafles pour l'enrôlement forcé dans l'armée fantoche.

Dans cette situation le GRUNK, apparaît aux cambodgiens comme le seul représentant de ses intérêts et c'est pourquoi ils rejoignent de plus en plus nombreux la zone libérée ; ainsi, à Kompong Cham, près de la moitié des habitants ont fui le régime Lon Nol.

Aussi, aujourd'hui, pas plus qu'hier, il n'est question de négocier avec le régime fantoche, comme certains l'ont laissé entendre. Forts de leurs victoires passées, forts de l'appui de tout le peuple khmer, les FAPLNC, le FUNK et le GRUNK sont résolus à libérer le Cambodge, à chasser la clique des fantoches, représentants les intérêts des impérialistes. A ce sujet, M. Thioun Prasith, ministre du GRUNK déclarait à son arrivée à Paris le 1er décembre : "La guerre de libération nationale du peuple cambodgien est entrée dans sa phase décisive".

Ce n'est, ni en lui fournissant 200 millions de dollars supplémentaires, ni en complotant pour retarder la reconnaissance du GRUNK à l'ONU, que l'impérialisme américain empêchera la chute du régime fantoche de Lon Nol, dont les jours sont comptés.

**G.R.U.N.K. A PHNOM PENH !**

## GRECE : la lutte populaire continue

Le régime fasciste des généraux poursuit sa répression, continue celle des colonels. On est toujours

ment que, de ce point de vue, il est important de savoir que la junta a été incapable de démanteler les partis d'opposition, comme l'avait fait Papadopoulos en 1967.

Ces partis ont fait depuis 7 ans l'expérience de la clandestinité. Pour imposer sa dictature et pour étouffer tout mouvement de lutte, la junta n'a pas pu recourir comme en 67 à une série d'arrestations individuelles : elle a, à l'image de ce que faisaient les nazis, organisé systématiquement de larges rafles dans les quartiers pour faire des interrogatoires.

**LE PEUPLE GREC ABATTRA LE FASCISME ET L'IMPERIALISME US !**

## AURILLAC : meeting du CIP

Le 6-12, avec les témoignages de l'envoyé spécial de Front Rouge au Moyen Orient : s'est tenu à Aurillac le 1er meeting du CIP. C'était en même temps la réunion de "lancement" du CIP. Y assistaient plusieurs dizaines de travailleurs immigrés et de nombreux lycéens.

Un camarade a d'abord rappelé l'origine et les positions des CIP. Un autre camarade a fait un exposé sur la différence entre l'antisémitisme et l'antisionisme : il s'agissait de répondre à un article de "la Montagne" du 22-10 : dans cet article, le CIP qu'avait fait une intervention pour soutenir les

peuples arabes à l'occasion de la venue à Aurillac du chanteur occitan Marti, était nommé accusé de vouloir "un nouveau génocide contre le peuple juif". Après l'exposé du camarade envoyé à Beyrouth, un travailleur arabe dénonce le cessez-le-feu. Un travailleur algérien dit : "on peut mettre les USA et l'URSS dans le même sac".

Plusieurs contacts ont été pris. Les travailleurs et les lycéens ont pris les feuilles de collecte pour la campagne "1 F par mois" ils ont donné 3 F chacun pour rattraper les mois d'octobre et de novembre.



# CHILI: pas un sou, pas une arme pour la junte yankee-fasciste

Le "Club du Paris" s'apprête à apporter un nouveau soutien à la junte.

Ce "club" est formé de 16 pays créanciers du Chili. Parmi ces pays, aux côtés des USA, se trouvent la France, la RFA. Les USA représentent à eux seuls à peu près 50 % de la dette extérieure chilienne (19 Milliards de dollars), par l'intermédiaire des organismes bancaires de l'impérialisme US.

En février 72, ces 16 pays se sont réunis pour la première fois dans les salons du ministère des finances français pour adopter une attitude commune concernant cette dette. Son origine est claire : le pillage impérialiste. Les 3800 Millions de dettes du Chili ont été accumulés dans les gouvernements précédant l'Unité Populaire. Par exemple, la Kennecott a emprunté 728 Millions de dollars entre 1968 et 1970 auprès des banques US. Cet emprunt était garanti par l'Etat chilien à la tête duquel se trouvait alors Frei. Fruit du pillage impérialiste, la dette devint un des moyens principaux de l'organisation du blocus économique : en 1971, les pays impérialistes décidèrent que le Chili devait payer 30 % de sa dette, soit plus de un milliard de dollars, apportant ainsi son soutien à l'impérialisme US. Ce diktat des pays impérialistes à l'égard du Chili s'accompagnait

d'un sabotage complet de l'économie chilienne, d'abord en n'acceptant pas d'octroyer de nouveaux prêts, ensuite, en organisant l'effondrement des cours du cuivre.

## EMPECHER LE CHILI DE RECUPERER SES RESSOURCES NATURELLES

Le cuivre représente 70 % des exportations du Chili. Avant la venue au pouvoir d'Allende, l'industrie du cuivre est tenue par la Kennecott et l'Anaconda, entreprises US. Ces deux entreprises, prévoyant la nationalisation des mines de cuivre ont organisé un véritable sabotage : "pour extraire plus vite le minerai de haute teneur de Chuquibambilla, les dirigeants des sociétés US cessèrent d'évacuer les stériles, laissant s'accumuler au fond de la mine 57 millions de tonnes de roches qui gênent l'exploitation".

Dès 1969, des stocks sont constitués par les compagnies US. Ces stocks sont mis en circulation dès la fin de 1970. Le gouvernement US prélève 250 000 tonnes de cuivre des réserves stratégiques pour maintenir les cours à un bas niveau.

Ces manipulations de gangsters impérialistes ont causé une perte sèche de 300 millions de dollars par an pour le Chili.

## TABEAU DES COURS DU CUIVRE

1970	59 cents par livre
1971	49 " " "
	(mise sur le marché des stocks constitués en 69)
1972	48 cents par livre
	putsch fasciste
1973	1,10 dollar par livre (= 110 cents)

Cette politique ne conduisant pas à l'effondrement du gouvernement d'Unité Populaire, la Kennecott tenta d'organiser le boycott du cuivre chilien. Ainsi, en novembre 1972, à la demande Kennecott, le tribunal de commerce de Paris ordonnait la saisie de la cargaison de cuivre chilien destinée à des acheteurs français. L'impérialisme français qui s'était aligné sur les exigences de l'impérialisme US concernant la dette extérieure du Chili, se faisait le complice des compagnies US.

Ainsi, contre la volonté du Chili de récupérer ses ressources naturelles se sont ligués tous les pays impérialistes à la fois dans le club de Paris pour étrangler l'économie chilienne, et dans le sillage de la Kennecott et de l'impérialisme US pour organiser le boycott du cuivre chilien.

Maintenant que la junte s'apprête à indemniser les compagnies US, nul

doute que les créanciers du Chili octroieront des délais à la junte pour payer la dette et qu'en même temps ils lui offriront de nouveaux crédits. Le Fond Monétaire International multiplie les contacts avec la junte. Un prêt de 90 M de dollars sans délai de remboursement est déjà accordé.

## IMPERIALISME FRANÇAIS, COMPLICE DE LA JUNTE !

L'impérialisme français s'est empressé de reconnaître la junte après avoir activement participé au blocus du Chili. La junte peut renouveler les importantes commandes passées du temps du gouvernement Allende. La construction du métro de Santiago rapporte également de substantiels profits aux compagnies françaises. Un prêt de 275 millions de francs pour la construction du métro a été octroyé en 1969. Un contrat de 132 voitures de métro, pour 114 Millions de francs a été passé en 1971. Ce sont ces intérêts que l'impérialisme français veut conserver au Chili, en soutenant dès les premiers jours la junte.

## PAS UN SOU, PAS UNE ARME POUR LA JUNTE !

## A BAS LES CARTELS IMPERIALISTES PILLEURS

## MANIFESTATION

Dimanche 9 Décembre, de Nation à Stalingrad, des milliers de personnes, surtout des jeunes, ont participé à la manifestation organisée contre la venue prochaine à Paris de représentants de la junte chilienne. La manifestation rassemblait des délégations internationales et des délégations venues de toute la France (Rouen, Bordeaux, Lyon, Marseille...). Pendant plusieurs heures, les manifestants ont scandé des mots d'ordre dénonçant l'impérialisme US et ses valets fascistes et soulignant la collusion du gouvernement de Pompidou avec la junte de Pinochet.

Les Marxistes-Léninistes ont popularisé les mots d'ordre de "vive la guerre populaire du peuple chilien", "Impérialistes US, hors du Chili".

Cette manifestation constitue un sérieux avertissement à la junte et à son complice Pompidou.

DEHORS LES REPRESENTANTS DE LA JUNTE !

PINOCHET ASSASSIN ; POMPIDOU COMPLICE !

VIVE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE CHILIEN !



# à bas la terreur fasciste de Pinochet

défense du régime yankee-fasciste. Le chef du syndicat des camionneurs Villarín, qui avait organisé la grève de sabotage d'août-septembre 1973, précédant le putsch fasciste a été expulsé du Venezuela. Les juristes envoyés par le massacreur Pinochet pour prouver la légitimité du régime yankee-fasciste ont été mis dehors sans ménagement de l'université de Madrid par les étudiants.

## LA REPRESSION N'A PAS CESSE

Depuis le coup d'Etat des milliers d'ouvriers et de paysans ont été massacrés. Les "opérations anti-guérillas" se développent, prétexte à une répression sauvage dans les campagnes chiliennes. Fin octobre dans la vallée du lac de Rinihue eut lieu une opération de ratissage "il n'y a eu ni tué, ni blessé" : 150 morts. Début novembre, une vaste opération anti-guérilla a été lancée "les effectifs engagés (plus de 1000 personnes) qui sont appuyés en permanence par des hélicoptères ont été entraînés à la lutte anti-guérilla en France, à Panama, aux Etats-Unis".

## LES CONDITIONS DE VIE N'ONT CESSE D'EMPIRER

L'une des premières actions de la junte a été de rétablir la "vérité des prix". Les prix ont augmenté de 200 à 1600 % en octobre.

1 kg de pain	-	augmentation de 13 à 40 escudos	+ 207 %
1 l. de lait	-	de 7 à 30 escudos	+ 328 %
1 kg de sucre	-	de 25 à 180 escudos	+ 380 %
1 kg de thé	-	de 40 à 300 escudos	+ 600 %
1 kg de café	-	de 90 à 1200 escudos	+ 1233 %

Le ministre de l'économie a même dû conseiller aux commerçants et industriels de ne pas chercher "à récupérer en 2 ou 3 mois les pertes que vous avez subies pendant ces 3 dernières années". Par décret, les travailleurs chiliens ont été obligés de travailler 4 h le samedi au tarif ordinaire. Le chômage a retrouvé son niveau d'avant 71, retrouvant le niveau de 8 %, à la suite des licenciements massifs dans les usines, les mines. A El Teniente, 3 % des mineurs ont été licenciés pour sympathie envers l'Unité Populaire.

## LES PREMIERES GREVES CONTRE LA JUNTE

Ces mesures fascistes, instaurées au niveau des fusillades, des arrestations, de la chasse à l'homme, suscitent de premières ripostes de masse de la classe ouvrière. Les 190 ouvriers du principal chantier du métro de Santiago sont mis en grève, bien que le droit de grève soit supprimé. Ils réclament une

augmentation des salaires et une réorganisation des horaires de travail pour ne plus travailler 4 h le samedi.

De leur côté, les mineurs de charbon à Lota multiplient les initiatives de masse malgré la répression, les licenciements, l'intimidation : à la suite d'une manifestation religieuse en hommage aux victimes de la junte, la ville a été encerclée par des détachements de l'armée, des avions la survolaient en rase-motte, des navires pointaient leurs canons. Pour les punir, la junte diminua leur salaire. Les travailleurs somèrent alors l'intendant de la province de Concepción de venir s'expliquer devant l'assemblée des mineurs.

## A BAS LA JUNTE YANKEE-FASCISTE

PINOCHET ASSASSIN, POMPIDOU COMPLICE

VIVE LA LUTTE HEROIQUE DU PEUPLE CHILIEN

## PARIS : grand succès du meeting des A.F.A.

Mardi 4 décembre, un public très nombreux est venu à la Mutualité célébrer le 29e anniversaire de la République Populaire d'Albanie. Dans la salle, beaucoup de jeunes. D'un bout à l'autre du meeting, organisé par l'Association des Amitiés Franco-Albanaises (89, bd Exelmans, Paris 16e) l'assistance a manifesté son enthousiasme pour l'héroïsme indomptable du peuple albanais, pour l'Albanie socialiste en construction.

Parmi les différents orateurs, Bernard Lambert a notamment montré comment des paysans français, en se liant d'amitié avec des paysans albanais, avaient mieux compris, auprès d'eux, la nécessité de la lutte et des sacrifices pour conquérir leur émancipation. Gilbert Mury a souligné l'importance du mouvement de révolutionnarisation en cours, qui fait surgir, dans la lutte menée consciemment, un homme nouveau, de plus en plus débarrassé des tares héritées de siècles d'exploitation.

Un film très attachant de Robert Escarpit, reflétait la lutte du peuple albanais contre les fascistes, les multiples aspects de la vie nouvelle en Albanie : l'émulation dans les usines, la vie collective de la jeunesse, la transformation des campagnes, les batailles menées dans le domaine de la création artistique, la lutte pour la révolutionnarisation de l'homme, le rôle dirigeant du Parti - chaque apparition de Staline déclencha les applaudissements chaleureux de la salle -, toutes ces questions sont débattues dans le film, directement sur le vif, avec des travailleurs albanais.

L'Albanie socialiste suscite aujourd'hui dans notre pays, un intérêt et une sympathie qui ne cessent de grandir. En dépit des calomnies, au fur et à mesure qu'il est mieux connu, ce petit pays d'Europe, si proche de nous, apparaît plus clairement comme un exemple exaltant de la transformation révolutionnaire de la société, qui n'a rien à voir avec la sinistre caricature «socialiste» des autres pays de l'Est. C'est pour nous, un devoir d'élargir, de renforcer l'amitié et la solidarité du peuple, en France, avec l'Albanie socialiste.

## seule la guerre du peuple mettra le sionisme à la raison

Les derniers développements de la situation au Moyen Orient montrent clairement la duperie des accords de "cessez-le-feu". Les sionistes qui refusent d'appliquer (une fois de plus) les décisions de l'ONU concernant le retrait sur les lignes de cessez-le-feu du 22 octobre, multiplient les provocations aux tirs d'artillerie sur le Golan, attaques aériennes sur le front égyptien.

Face à un ennemi agresseur par nature, la Résistance Palestinienne montre une fois de plus la voie : deux attentats importants ont eu lieu à Tel Aviv et à Jérusalem ; le gouverneur militaire sioniste de Naplouse, en pleine Cisjordanie où sionistes et olumitifs bourgeois prétendaient que la Résistance était impuissante, vient de payer ses crimes. Enfin, les sionistes avouent par leur répression même que la mobilisation des masses palestiniennes n'est pas retombée : c'est ainsi que de nombreuses arrestations ont eu lieu parmi les ouvriers palestiniens de Cisjordanie qui, depuis la guerre, continuent à refuser de travailler dans les entreprises sionistes.

Face aux complots de "paix" des super-puissances pour imposer la continuation de l'Etat sioniste, les peuples arabes déjouent toutes les manœuvres et poursuivront la lutte jusqu'à la victoire.